

LES NOTES DU CRGN

Centre de Recherche de la Gendarmerie Nationale

Numéro 117 – Août 2025

Amanin TANOH



Présentation, en novembre 1975 à Melun, au Premier ministre, Jacques Chirac, des officiers-élèves étrangers en formation à l'EOGN



Le CRGN certifie que ce document a été entièrement rédigé par une intelligence humaine

L'EOGN ET LA FABRIQUE DE L'ÉLITE MILITAIRE DES GENDARMERIES ÉTRANGÈRES, L'EXEMPLE AFRICAIN

En 2025, l'Académie militaire de la gendarmerie nationale (AMGN) célèbre les 80 ans de son implantation à Melun. Plusieurs générations d'officiers se sont succédé, depuis 1945, dans cette grande école longtemps connue sous le nom d'École des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN). L'ouverture aux élèves étrangers intervient dès la Belle Époque, au moment de la mise en place, à la caserne Schomberg de la Garde républicaine à Paris, d'une première école de l'Arme destinée à former ses futurs officiers. La photo de la promotion de 1913 confirme la présence d'un fringant élève persan¹. Le contingent des élèves étrangers s'étoffe après 1945, surtout au moment de l'indépendance des anciennes colonies françaises². Loin de se limiter à l'Afrique, ce recrutement se caractérise par sa diversité en Europe³, en Amérique⁴ et en Asie⁵. À travers ces recrues plus ou moins exotiques, les promotions constituent le reflet de la politique diplomatique de la France dans la seconde moitié du XX^e siècle. Mais qui sont ces hommes et ces femmes, dont le passage à Melun a souvent marqué la carrière ? Quels sont leurs profils et quel enseignement ont-ils reçu ?

Cette Note s'intéressera essentiellement aux officiers africains et analysera la contribution de l'EOGN à la formation des premiers cadres des gendarmeries nationales. Elle s'articulera autour de trois grands axes : le premier, consacré à la phase cruciale de recrutement des officiers africains lors des indépendances, au début des années 1960 ; le deuxième, centré sur le type d'enseignement dispensé à Melun, et le troisième, focalisé sur le profil des cadres militaires des gendarmeries africaines formés entre 1958 et 1972.

- 1 ALÈGRE DE LA SOUJEOLE, François (général), HABERBUSCH, Benoît (commandant). *L'EOGN, une grande école militaire au service de la Nation*. Paris : SPE Barthélémy, 2017, p. 26.
- 2 La formation des militaires étrangers reste un élément majeur de prestige et d'influence pour les pays d'accueil. Pour le cas de la France, Camille Evrard note qu'à l'heure de la décolonisation, la métropole cherche à maintenir une présence militaire sur le continent. Mais, au regard des réalités du moment, elle n'a pas d'autre choix que celui de rompre avec la « diplomatie de la canonnière » dans la gestion de ces territoires. Ainsi, suivant les dispositions de la loi-cadre, elle fait le choix d'exercer sa puissance de façon subtile en ayant recours à la formation.
- 3 En Europe, en plus des Français, plusieurs officiers en provenance de sept pays – Luxembourg, Espagne, Italie, Grèce, Roumanie, Moldavie et Ukraine – prendront également part à des stages à l'EOGN entre 1963 et 2004.
- 4 En Amérique, ce sont 65 officiers qui font le stage à l'EOGN entre 1965 et 2004. Le Venezuela et le Brésil sont les deux premiers États à faire former leurs cadres militaires dans cette grande École militaire. Les officiers haïtiens, chiliens, colombiens et argentins ne seront présents, respectivement, qu'à partir de 1972, 1979, 1980 et 1992.
- 5 Entre 1950 et 1967, l'Asie est fortement représentée par l'Extrême-Orient (le Cambodge, le Laos et le Vietnam), suivi par le Proche-Orient (le Liban et la Syrie) et le Moyen-Orient (l'Iran) avec, respectivement, 46, 11 et 10 officiers. À partir de 1972, d'autres pays d'Asie enverront des stagiaires à l'EOGN, notamment l'Afghanistan et l'Indonésie.

I) Melun au carrefour de l'Afrique ? Le rôle essentiel de l'EONG dans la formation des officiers africains à l'heure des indépendances

Au cours de son histoire, le modèle français de la gendarmerie a connu deux grandes phases d'exportation hors de la métropole. La première en Europe durant la Révolution française et le Premier Empire ; la seconde en Outre-mer à partir du milieu du XIX^e siècle, dans le cadre de l'expansion coloniale⁶. Dans cet empire ultra-marin, la présence des gendarmes s'est longtemps caractérisée par une sous-administration, marquée par la faiblesse des effectifs (y compris autochtones), et un encadrement officier exclusivement européen.

Après 1945, la gendarmerie « d'outre-mer » – le terme « colonial » est alors banni des textes officiels – connaît un remarquable essor, notamment avec la mise en application de la loi-cadre à partir de 1957. L'année suivante, cette gendarmerie d'outre-mer atteint son apogée avec 157 officiers, 3 312 sous-officiers et 6 771 gardes auxiliaires et auxiliaires, soit un total de 10 240 hommes.

En 1960, l'accession à l'indépendance de quatorze territoires de l'Afrique française subsaharienne rend plus urgente la formation des cadres des nouvelles forces de l'ordre. En dehors de la Guinée de Sékou Touré, qui a fait le choix en 1958 de rompre les liens avec la France⁷, les autres États conservent des liens étroits avec le général de Gaulle, conscients du rôle stratégique du « *précaire africain* » francophone dans le contexte de la guerre froide. Au sein de cette « *Françafrique* » en gestation, la formation des officiers africains devient un élément moteur de cette nouvelle « *coopération* »⁸. La plupart des États africains francophones décident de conserver leur gendarmerie, dont l'efficacité du maillage des brigades et de la « Mobile » est déjà très appréciée. Même le Maroc, la Tunisie et surtout l'Algérie, suivent cette voie entre 1956 et 1962, alors que la décolonisation a été plus douloureuse⁹.

La transition est d'autant plus aisée que le cadre réglementaire, inspiré notamment du décret du 20 mai 1903 pour la gendarmerie¹⁰, reste proche du modèle français. Les hommes partagent une culture professionnelle commune ainsi que le matériel et l'armement français laissés sur place.

La principale difficulté porte sur l'accession des Africains au corps des officiers, trop longtemps entravée à cause du système colonial. Pour l'Afrique de l'Ouest francophone, hormis la Côte d'Ivoire et le Mali-Soudan qui disposent chacun d'un officier à l'indépendance, les autres pays en sont totalement dépourvus. Il faut attendre 1961 pour voir un début d'éclosion de cadres de la gendarmerie. Les chiffres restent très faibles par rapport à l'étendue des territoires. De vastes pays comme le Soudan-Mali, la Haute-Volta et la Mauritanie n'ont respectivement que deux, un et aucun officier(s). Le constat reste identique pour les autres États, notamment le Togo (aucun officier), le Dahomey (un officier), le Niger (un officier), le Sénégal (quatre officiers) et la Côte d'Ivoire (trois officiers)¹¹. Ce contexte représente une opportunité d'avancement inespérée pour certains gradés appelés à de hautes responsabilités, ainsi que pour une nouvelle génération d'Africains, qualifiés d'« *évolués* » par le colonisateur, car ayant pu suivre des études.

II) L'instruction à l'EONG, un enseignement à la hauteur des besoins des pays étrangers partenaires ?

L'enseignement donné aux premiers stagiaires étrangers à l'EONG s'inscrit dans un vaste programme très varié directement inspiré de celui conçu pour les élèves français. Les matières sont de trois ordres : technique, militaire et générale. La plus grande part du programme (60 % de l'ensemble) est réservée aux matières dites techniques destinées à faire acquérir les connaissances professionnelles indispensables pour tout officier de la gendarmerie¹².

6 HOUTE, Arnaud-Dominique, LUC, Jean-Noël (dirs). *Les gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours*. Paris : PUPS, 2016, 413 p.

7 SIDIKI KOBÉLÉ, Keïta. *L'indépendance de la Guinée en 1958 ; chronologie et commentaires*. Paris : L'Harmattan, 2014, 252 p.

8 Une histoire de la Françafrique. *L'Empire qui ne veut pas mourir*. Paris : Points Histoire, 2023, 1 308 p.

9 HABERBUSCH, Benoît. « La gendarmerie de la jeune république algérienne. Un héritage inattendu ». In : HOUTE Arnaud-Dominique, LUC, Jean-Noël Luc (dirs). *Les gendarmeries du monde, de la Révolution française à nos jours*. Paris : PUPS, 2016, p. 331-342.

10 HOUTE, Arnaud-Dominique, LUC, Jean-Noël. « Influence et diffusion du « modèle gendarmique français ». In : HOUTE, Arnaud-Dominique, LUC, Jean-Noël Luc (dirs), *Les gendarmeries dans le monde, de la Révolution à nos jours*, Paris : PUPS, 2016, p. 34.

11 Note n° 0024/ 4. INSP.GEND.I. relative aux renseignements sur l'organisation générale et le fonctionnement des formations de gendarmerie de l'arrondissement d'Outre-Mer n° 1, le 17 janvier 1961, Service historique de la Défense – département gendarmerie (SHD-DGN), GD 2007 ZM 1 3017.

12 Propos du Lieutenant-colonel COURTIAL – Directeur des Études – recueillis en 1962, Reportage Radiophonique de fin de formation des officiers-élèves africains et élèves-officiers d'Outre-mer (1961-1962), SHD-DGN, GD 2007 ZM 1 221373.

Le droit judiciaire et administratif occupe une place de choix dans une institution habituée à la profusion des textes réglementaires à assimiler. En matière de maintien de l'ordre, les instructeurs ont à cœur de promouvoir la doctrine française forgée par l'instruction du 1^{er} août 1930, puis remaniée au gré des circonstances par l'instruction de 1947 sur la participation de l'armée au maintien de l'ordre (grèves « *insurrectionnelles* ») et par la loi du 3 avril 1955 sur l'état d'urgence (guerre d'Algérie).

Loin d'être négligeable, le volet militaire représente 34 % de l'enseignement. Là encore, les cours sont influencés par les préoccupations du commandement français, avec la mise en place en décembre 1956 du dispositif de « Défense intérieure du territoire métropolitain (DIT) », rebaptisé plus sobrement en 1973 « Défense opérationnelle du territoire (DOT) ». La présence d'un peloton blindé à l'EOGN et les manœuvres opérationnelles à Saumur permettent aux élèves d'enchaîner les exercices pratiques de commandement sur le terrain avec des véhicules identiques à ceux de leur pays d'origine.

Même si elle ne représente que 6 % des cours, la partie consacrée à la culture générale contribue à renforcer une francophonie ancrée dans le camp occidental¹³.

Les officiers étrangers suivent deux types de formation : le stage de perfectionnement réservé aux élèves-officiers et le cours supérieur destiné aux officiers-élèves. Le stage de perfectionnement a pour objectif de préparer les officiers de gendarmerie à exercer certaines fonctions supérieures¹⁴. Pour ce qui est du contenu des enseignements, au niveau du maintien de l'ordre par exemple, il s'agit de faire acquérir aux officiers les notions théoriques utiles et les connaissances pratiques indispensables. Quant aux officiers-élèves, ils suivent le cours supérieur. « *Le programme est unique pour tout le monde [...] il porte sur notre futur rôle d'officier de Gendarmerie* »¹⁵, déclare en 1962 le lieutenant sénégalais Faye. À l'instar du cours de perfectionnement, le cours supérieur est d'une grande importance pour les cadres de la gendarmerie qui, appelés à assumer le commandement d'une unité, devront être capables de s'adapter à des situations complexes.

Si tout au long de la seconde moitié du XX^e siècle, ces pays étrangers ont fait le choix de l'EOGN pour l'instruction de leurs élites militaires dans un contexte de rivalité entre les grandes puissances, c'est sans nul doute pour la diversité et la qualité de l'enseignement. De nombreuses possibilités en dehors de la France s'offrent en effet à ces États à cette époque. Certains pays, comme le Mali ou la Guinée, n'hésitent pas à diversifier les partenaires pour former les cadres de leurs armées et de leurs forces de l'ordre. Courtisés à la fois par les blocs de l'Ouest et de l'Est, ces États savent faire monter les enchères. Plusieurs pays d'Afrique subsaharienne – Congo, Ghana, Guinée Bissau, Nigeria, Somalie, Soudan, Tanzanie, etc. – envoient leurs cadres militaires se former de l'autre côté du « rideau de fer », en URSS ou dans d'autres pays d'Europe de l'Est¹⁶. Dans ce contexte de rivalité internationale, la France gaullienne prend soin de conserver son influence africaine en accueillant des élèves africains dans la « maison mère » des officiers de la gendarmerie. Ces derniers ont certainement apprécié de se retrouver sur les mêmes bancs que leurs homologues français, avant de retourner au pays pour y prendre des commandements à responsabilité à la place des assistants techniques français.

III) Un modèle d'officier africain ? Le profil des élèves envoyés à l'EOGN (1958-1972)

Présents à partir de 1958 en provenance de 18 pays, les officiers africains formés à l'EOGN de 1958 à 1967 sont au nombre de 328, répartis comme suit : 83 issus de l'Afrique du Nord, 112 de l'Afrique de l'Ouest, 97 de l'Afrique centrale et 36 Malgaches. Intégrés le 15 octobre 1958, Moussa Sanon et Balla Koné sont les premiers officiers de l'Afrique de l'Ouest à suivre une formation à l'EOGN. En 1960, ce sont six nouveaux stagiaires – Cossi Adandéjan (Dahomey), Abdoulaye Diallo (Sénégal), Sy Ismaïla et Koné Ouassenan (Côte d'Ivoire), Garba Badie (Niger) et Michel Deme (Haute-Volta) – qui intègrent l'École¹⁷.

En termes d'effectifs, de 1958 à 1967, le Sénégal occupe la première place avec 38 officiers, suivi par la Côte d'Ivoire (29 officiers)¹⁸. Viennent ensuite le Dahomey (onze éléments), la Haute-Volta et le Niger (neuf militaires)

13 Programmes d'instructions (1957-1974), Musée de la gendarmerie, Documentation d'archives, Historique de l'École.

14 *Idem*.

15 Propos du Lieutenant Faye – stagiaire sénégalais du cours supérieur – recueillis en 1962, Reportage Radiophonique de fin de formation des officiers-élèves africains et élèves-officiers d'Outre-mer (1961-1962), SHD-DGN, GD 2007 ZM 1 221373.

16 BANGOURA, Dominique. *Les armées africaines (1960-1990)*. Paris : Éditions CHEAM, 1992, p. 181.

17 Contrôle nominatif des officiers-élèves (1950-1961), Musée de la gendarmerie, Contrôle nominatif des cadres et élèves EOGN – Annuaire des officiers étrangers EOGN.

18 SARTHOU, Sophie. *La gendarmerie d'Outre-mer, actrice et témoin de la décolonisation. Les gendarmes français au Sénégal, de l'Union française à l'indépendance (1946-1960)*. Master 2 histoire, dir. Jean-Noël Luc, Sorbonne Université, 2017.

et la Mauritanie avec sept officiers. Le Togo et le Mali sont les deux pays d'Afrique de l'Ouest francophone avec le moins de stagiaires à l'EOGN durant cette période : cinq officiers pour le premier et quatre pour le second.

De retour dans leurs pays respectifs, ils sont nommés à la tête d'une légion, d'une compagnie, d'un escadron, d'une unité spécialisée, d'un peloton ou encore d'une brigade. En Côte d'Ivoire, Moussa Sanon est nommé commandant de la gendarmerie nationale en 1961. En 1962, hormis la 2^e légion de Daloa, toutes les légions du pays sont aux mains des officiers ivoiriens sortis de l'EOGN. Ismaïla Sy, après son stage, prend le commandement de la première légion du pays (Abidjan) en 1961. De même pour Koné Ouassenan qui sera nommé commandant de la 3^e légion à Korhogo de 1961 à 1962. Même constat pour Barou Aimé qui assure le commandement de la 4^e légion à Bouaké de 1962 à 1963¹⁹.

Du côté du Dahomey, en 1972, les 32 officiers formés à l'EOGN occupent de hautes responsabilités. Lawani Raimi devient chef d'état-major, Djibril Moriba prend le commandement de la gendarmerie départementale, et Guezodje Vincent occupe le poste de commandant de l'École de gendarmerie. Ahoueya Léopold devient commandant de la gendarmerie mobile et Ochoumare Daniel récupère la tête de l'escadron présidentiel après son stage à l'EOGN²⁰.

Avec un effectif total de 136 officiers, l'Afrique centrale est la zone qui a le plus de cadres de gendarmerie formés à l'EOGN durant la décennie 1960-1970. Le Congo-Brazzaville et le Cameroun se partagent les plus grands effectifs avec, respectivement, 32 % et 31 % des officiers instruits²¹. Contrairement à l'Afrique de l'Ouest, c'est à partir de 1961 que les premiers ressortissants de cette zone font leur entrée à l'EOGN. Au nombre de douze, ils viennent du Cameroun (Oumarou Abdoulaye, Laurent Angoand, Jacques Feumi-Jantou, Joseph Kalla, Paul Nlate Essian, Moïse Nna, Isidore Obama), de la République centrafricaine (Henri Izamo qui prend le commandement de la gendarmerie nationale dès son retour²²), du Congo-Brazzaville (Georges Kebolo, Alphonse Mabiala, Norbert N'sika) et du Gabon (Jacques Mombo). Le Rwanda et le Burundi occupent les deux dernières places.

S'agissant de l'Afrique du Nord, ce sont au total 83 officiers qui sont formés à l'EOGN de 1958 à 1967, dont 60 Marocains, 22 Algériens et un Tunisien. Pour ce qui est du nombre de stagiaires et de la fréquence, il importe de faire remarquer la présence quasi continue du Maroc depuis 1958, contrairement aux deux autres pays de la zone. D'ailleurs, jusqu'en 1961, il est le seul pays de l'Afrique du Nord à envoyer ses officiers à l'EOGN pour leur formation. La Tunisie suit en 1962 avec l'officier Chelbi Mustapha et ensuite l'Algérie, une année plus tard en 1963, avec cinq officiers (Mohamed Boulanouar, Amanallah Couqui, Mohamed Khelaïfia, Abdelkader Khelifa et Mohamed Touati)²³.

Au terme de cette synthèse, il convient de souligner que l'étude des officiers étrangers formés à Melun offre l'opportunité trop souvent négligée d'analyser les relations de la France avec ses anciennes colonies, notamment celles situées en Afrique. La vague d'indépendances au début des années 1960 révèle l'urgence d'africaniser les cadres des forces de l'ordre de ces nouveaux États. En accueillant des élèves étrangers à l'EOGN, la France y voit le moyen de maintenir son influence en Afrique, tandis que les nouveaux dirigeants sont satisfaits de maintenir un modèle gendarmique efficace pour maîtriser leurs territoires. Pour mieux comprendre l'évolution de ces relations, il serait intéressant de suivre le parcours de ces nouveaux officiers africains, les liens conservés avec leurs homologues français ainsi que les réseaux tissés entre eux.

Amanin Tanoh est chercheur affilié à la Chaire HiGeSeT. Il a soutenu en 2023, à Sorbonne Université, sous la direction d'Arnaud-Dominique Houte et de Jean-Noël Luc, un master 2 intitulé La coopération gendarmique franco-ivoirienne, 1960-1970. Doctorant au Centre de Recherche universitaire Lorrain d'Histoire (CRULH), il prépare, sous la direction de Julie d'Andurain, une thèse intitulée Les officiers français et étrangers instruits à l'EOGN (1901-1967). Étude prosopographique des élites militaires des gendarmeries nationales.

Le contenu de cette publication doit être considéré comme propre à son auteur et ne saurait engager la responsabilité du CRGN.

19 TANO, Amanin. *La coopération gendarmique franco-ivoirienne (1960-1970)*. Master 2, dirs. Arnaud-Dominique Houte et Jean-Noël Luc, Sorbonne Université, juillet 2023, p. 171.

20 Renseignements sur les Forces armées dahoméennes, 20 octobre 1972, SHD-DGN, GR 10 T 663.

21 SALLÉ, Camille. *De la colonisation à l'assistance technique : La gendarmerie au Cameroun, des origines aux lendemains de l'Indépendance (1919-1961)*. Master 2, dir. Jean-Noël Luc, Paris IV, 2011, 156 p.

22 *Bulletin de renseignements sur les Forces armées centrafricaines*, juin 1962, SHD, GR 10 T 642.

23 Liste par promotion et par pays (1960-2004), Musée de la gendarmerie/EOGN, Contrôle nominatif des cadres et élèves EOGN – Annuaire des officiers étrangers EOGN.